

Discriminations et santé

L'exemple de la vaccination contre le COVID-19

Nathalie Bajos

Collège de France – 6 mai 2025

Plan de la séance

Introduction

Cadre problématique

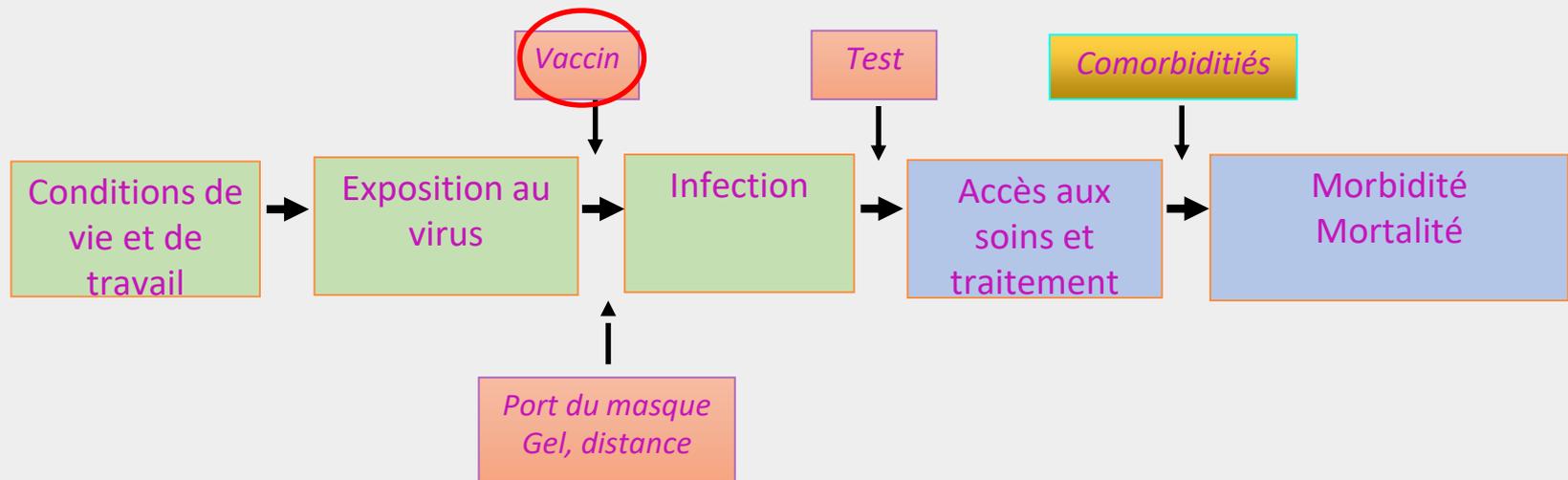
La vaccination contre le Covid-19

selon la position sociale

selon l'expérience de discrimination

Vue d'ensemble

La production des inégalités de santé



Bajos, Darmon, Geoffard, Kelly-Irving, GENDHI 2020

Sources

Enquête Epicov (Bajos et Warszawski 2020-2023)

Enquête Tracov : Enquête de janv à mars 2021 sur l'évolution perçue des conditions de travail par rapport à juste avant la pandémie . Echantillon aléatoire portant sur 15 423 personnes (Coutrot et al)

Résultats de recherches qualitatives

Enquête Epicov Inserm-Dress

- Objectifs : étudier la dynamique de l'épidémie, l'effet des conditions de vie sur le risque de contamination et l'impact social de la crise sanitaire
 - Méthodologie : enquête **aléatoire**, base Fidéli
 - 135 000 personnes en mai 2020
 - 110 000 en novembre 2020
 - 85 000 personnes en juin 2021
 - 65 000 personnes en octobre 2022
- Analyses sur les personnes âgées de 18 ans ou plus au 1^{er} janvier 2022, résidant en ménage ordinaire, en France hexagonale.

Cadre problématique

Les individus construisent leur propre perception du risque : le risque n'est pas une donnée bio-médicale préalable à l'expérience sociale des acteurs, aucune prééminence n'est accordée *a priori* à la logique sanitaire

L'expérience de discrimination, en tant que manifestation d'une forme d'exclusion sociale, obère l'inscription dans une démarche préventive

Qu'est-ce qu'une discrimination ?

La notion de discrimination est à la fois une catégorie juridique, qui renvoie au droit de la non discrimination (traitement défavorable fondé sur l'un des 25 critères de discrimination définis par la loi et dans un domaine prévu par la loi à savoir l'emploi, l'éducation, le logement, l'accès aux biens et services publics et privés), et un concept d'analyse de la production des inégalités en science sociales.

Ce concept invite à resituer les différences de traitement fondées sur des critères prohibés par la loi comme « des rouages de la (re)production des rapports de pouvoir structurels qui engendrent des groupes sociaux majoritaires et minoritaires » (Bereni, Chappe, 2011 : 16))

Discriminations directes et indirectes

Liens discrimination et santé

Les personnes discriminées connaissent souvent des conditions de vie néfastes pour la santé (conditions de logement, conditions de travail, situation financière, alimentation) qui les placent dans des situations particulièrement à risque de contracter différentes maladies

Difficultés d'accès au système de soins pour des raisons financières, du fait de l'offre de soins, d'une méfiance accrue de la part de personnes qui ont connu par le passé de nombreuses difficultés dans leurs relations avec les professionnels de santé et qui renforcent leurs réticences à aller consulter.

Attitudes et pratiques des professionnel·les de santé (syndrome méditerranéen, homophobie, transphobie ...) et recommandations médicales genrées

Sentiment d'exclusion sociale qui conduit à reléguer au second plan les démarches préventives

Connaissance scientifique

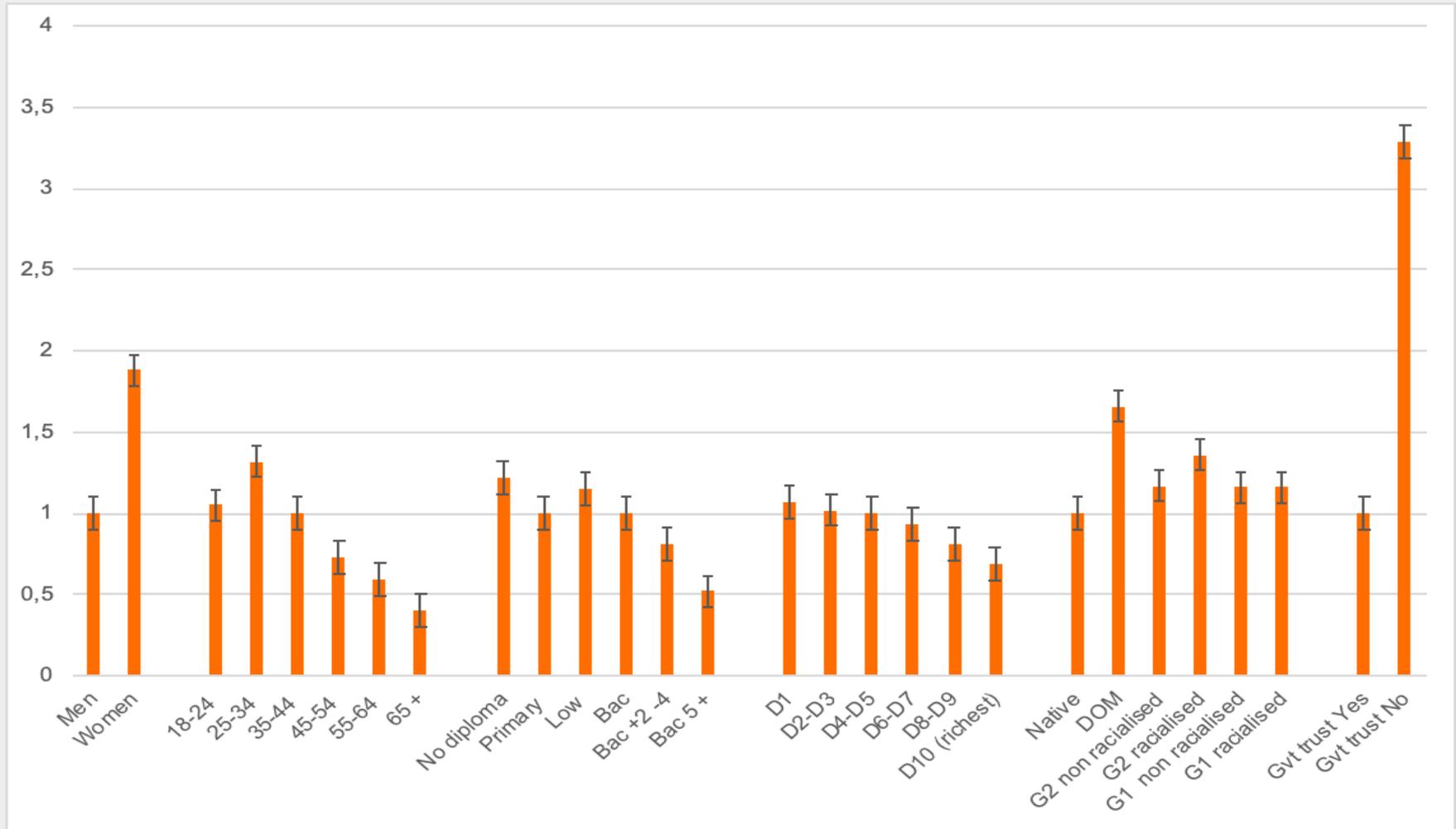
Dispositifs médicaux, juridiques et sociaux

La vaccination contre le Covid-19

Repères chronologiques sur la campagne vaccinale en France

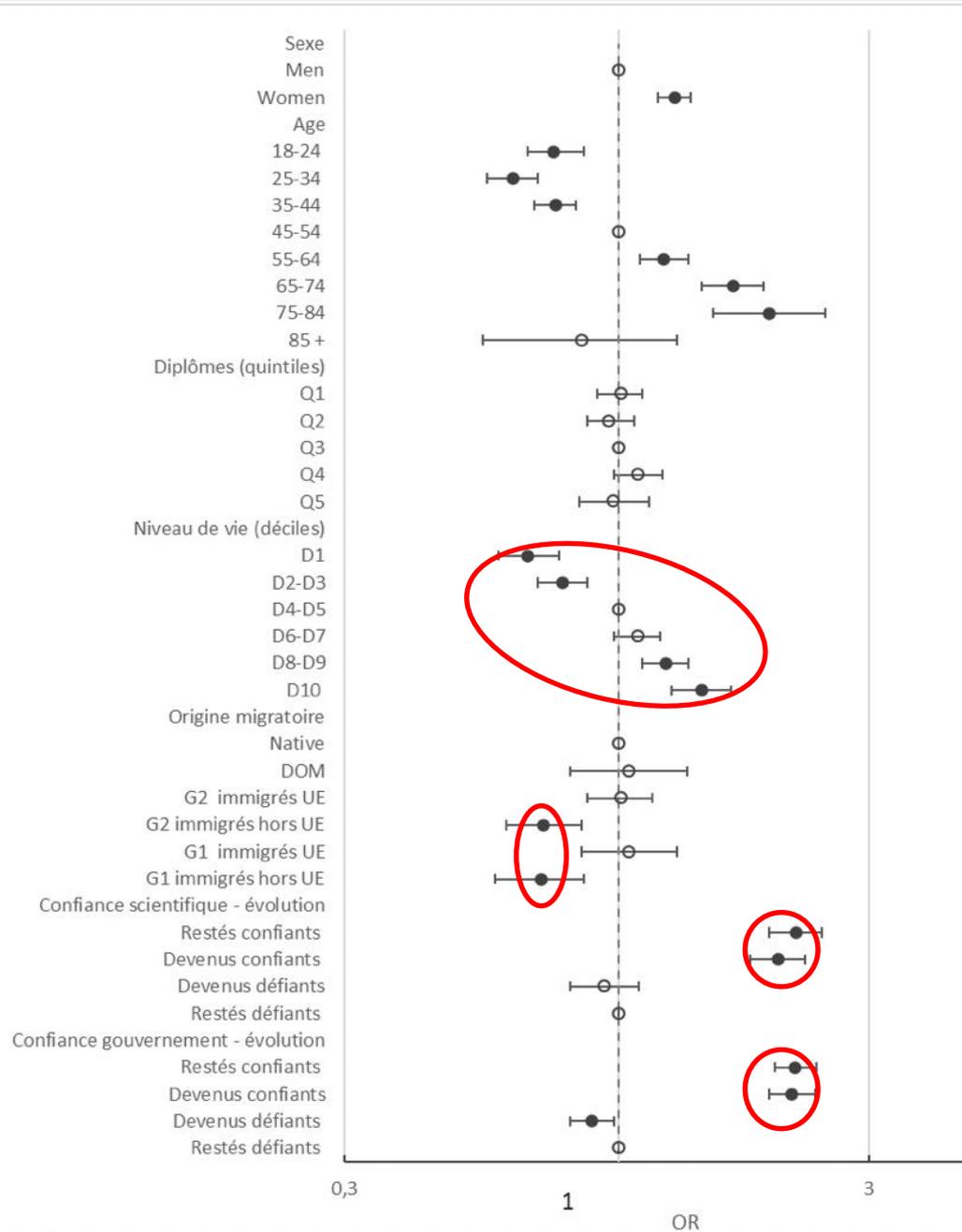
- 8 novembre 2020 : Pfizer annonce la création d'un vaccin
- 21 décembre 2020 : le vaccin Pfizer-BioNtech reçoit le feu vert de l'Union européenne.
- 27 décembre 2020 : début de la campagne vaccinale dans les EHPADs.
- 7 janvier 2021 : vaccination des personnels soignants, pompiers et aides à domicile de plus de 50 ans.
- 18 janvier 2021 : lancement de la campagne vaccinale pour les plus de 75 ans
- 12 avril 2021 : élargissement de la vaccination à toutes les personnes de plus de 55 ans.
- 31 mai 2021 : élargissement de la vaccination à toutes les personnes de plus de 18 ans.
- .

Intention de ne pas se faire vacciner contre le Covid-19 (Epicov nov 2020)



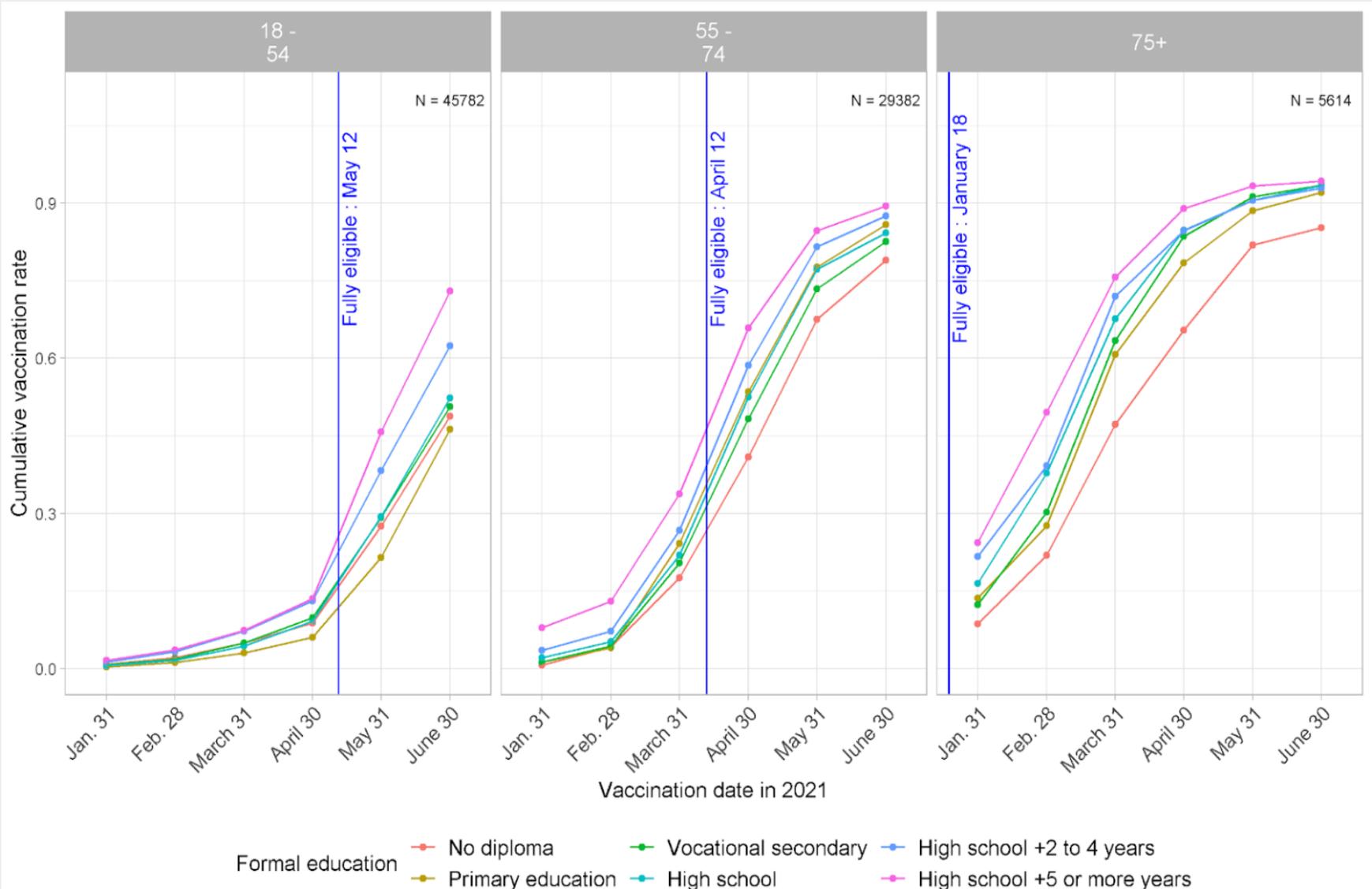
Also adjusted for living with child, professional status, comorbidities, fear of getting Covid-19

Réfractaires nov 2020 Vaccinés juillet 2021

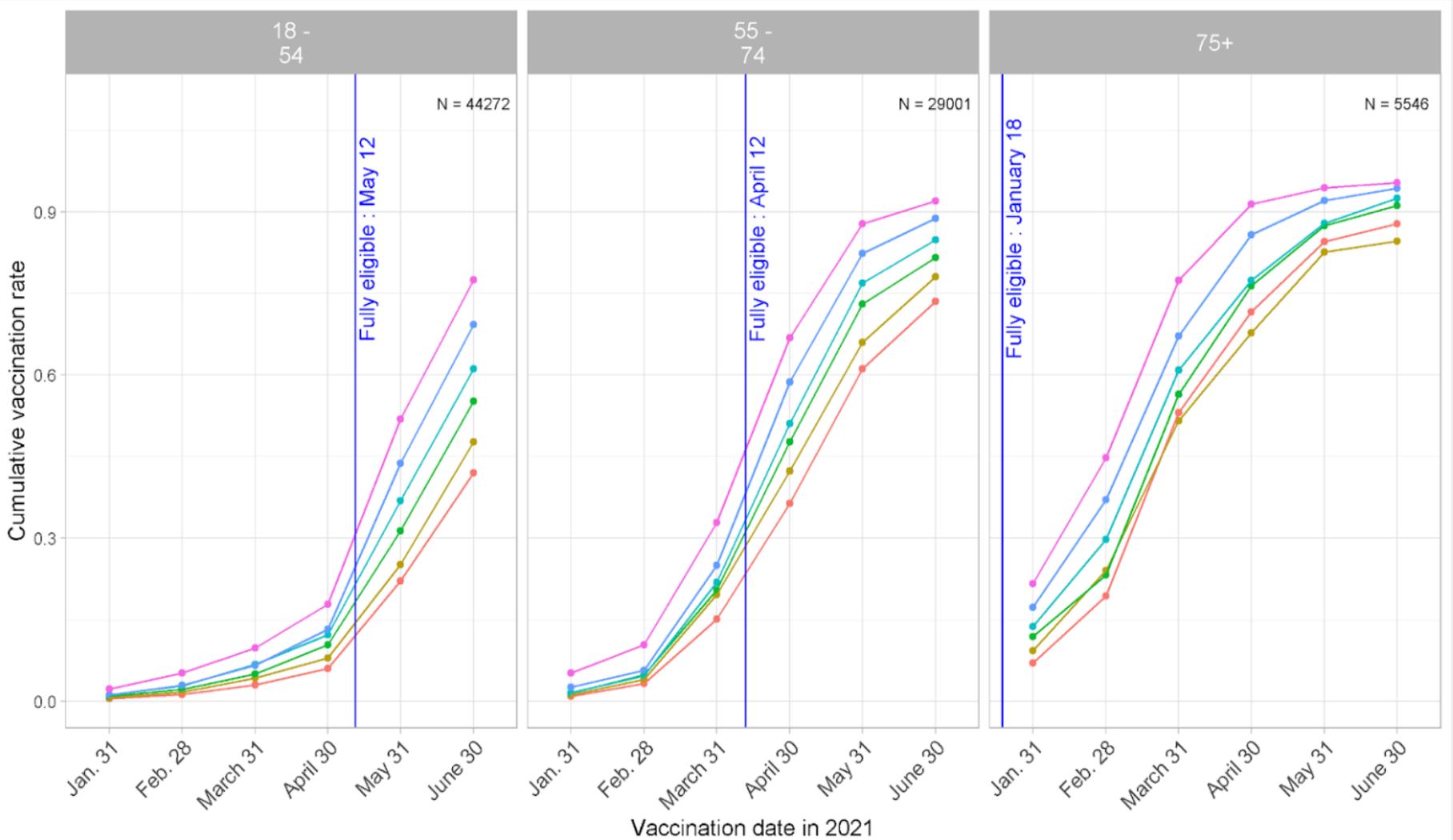


Taux de vaccination cumulés par diplôme (EpiCoV juillet 2021)

Bajos et et Spire 2021

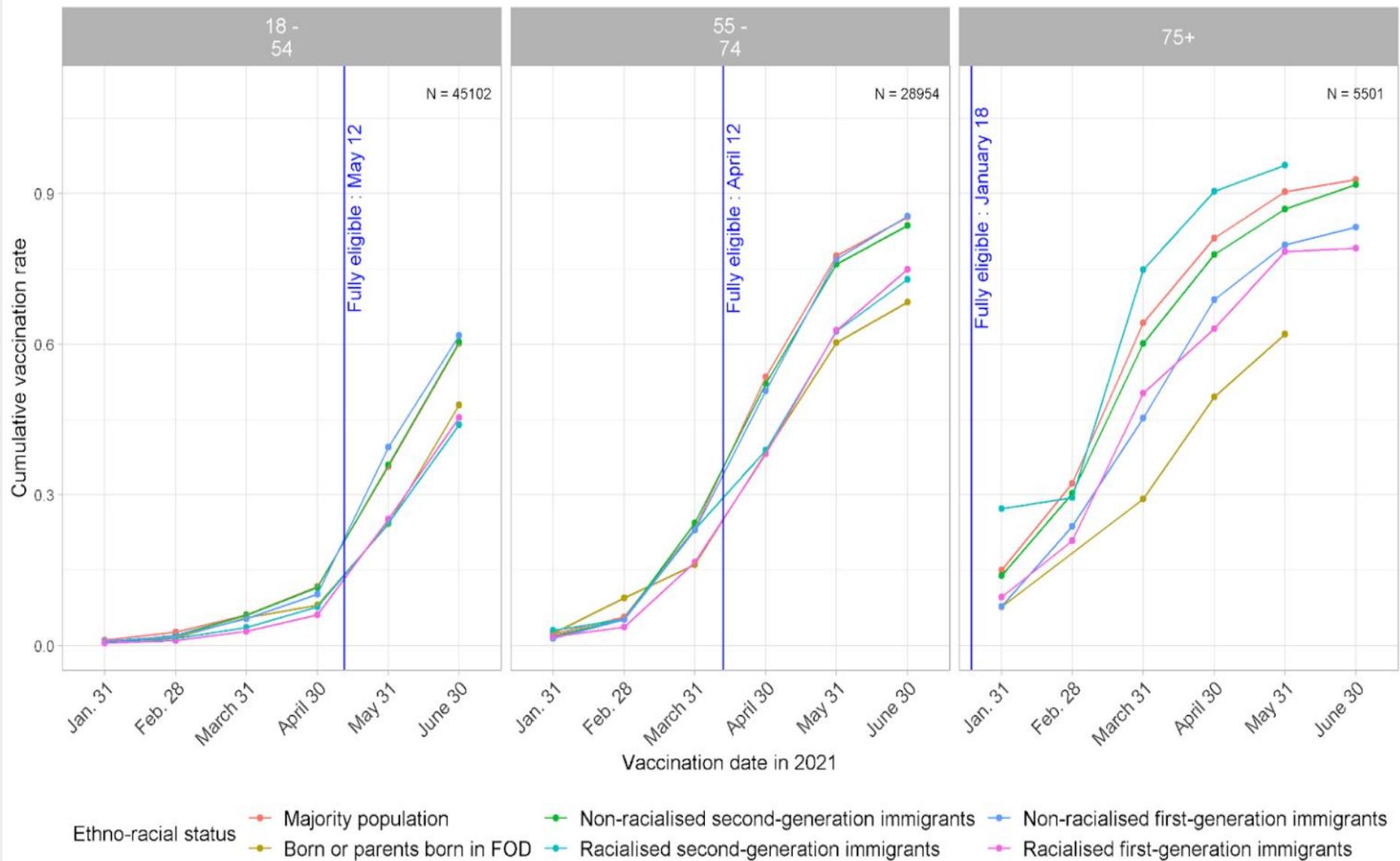


Taux de vaccination cumulés par revenu



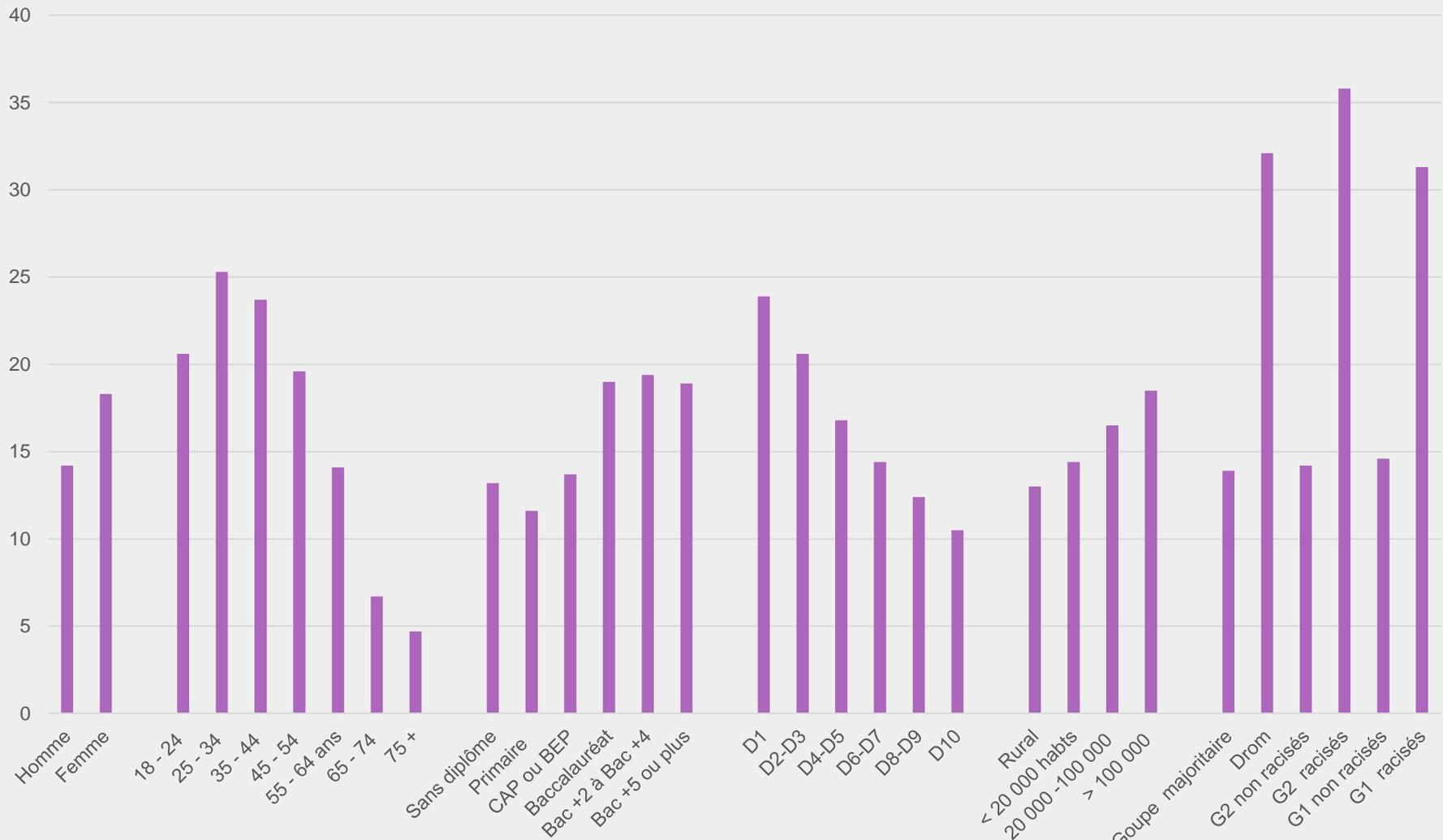
Standard of living (in decile) — D1 — D2-D3 — D4-D5 — D6-D7 — D8-D9 — D10

Taux de vaccination cumulés et minorités racisées Bajos et et Spire 2021



- Moindre recours à la vaccination chez les personnes en bas de l'espace social et chez les minorités racisées
- Ces groupes sociaux sont plus souvent confrontés à des expériences de discriminations

Expériences de discriminations dans les 5 ans (Epicov 2022)



Caractéristique sociales liées à l'absence de vaccination

18 - 24 ans +, 25 ans : +++

Hommes +

Niveau de vie +++++

Diplôme < Bac ++

DROM, minorités racisées G1 et G2 +++

Taille agglomération : < 100 000 h +

+ Fréquence et type de discriminations

Fréquence des discrimination et absence de vaccination

Jamais	6%	ref	
Parfois	11.2 %	1.78	[1.61 - 1.96]
Souvent	18.2 %	2.43	[2.06 - 2.88]

Type de discrimination et absence de vaccination

Emploi

Non	6.8 %	ref	
Oui	10.7 %	1.18	[1.03 - 1.34]

Logement

Non	6.9 %	ref	
Oui	16.5 %	1.01	[0.76 - 1.33]

Santé

Non	6.8 %	ref	
Oui	19.9 %	2.86	[2.43 - 3.38]

Services publics

Non	6.8 %	ref	
Oui	16.4 %	1.35	[1.13 - 1.63]

Expériences de discriminations socialement situées

Associées à un recours moins fréquent à la vaccination

De la même manière dans les différents groupes sociaux

→ Rupture du contrat social

Aissatou, 20 ans, étudiante, travaille à mi-temps comme vendeuse dans un commerce. Ses parents, originaires du Mali, ont divorcé et elle vit chez sa mère, caissière.

Enquêteur : C'était la première fois que vous sentiez de la part des institutions, une pression [suite au non vaccin] ?

Aissatou : Non, puisque je me dis que étant issus d'un milieu populaire, on est déjà un peu stigmatisés. On vit avec ça tous les jours. Aussi, étant donné que je porte le foulard... donc ce sentiment : « Tu n'es pas comme tout le monde, tu n'es pas la citoyenne parfaite ». Mais, pour moi, je suis normale, on est normaux, quoi. On n'est pas des banlieusards, des Français inférieurs. Je pense que la France a un peu du mal à accepter la différence de culture, de religion, d'opinion. Ça me fait penser à un de mes professeurs au lycée qui nous donnait un peu l'image de :« Pour être Français, c'est ça, ça... ». En tout cas pour les vaccins... J'ai rien senti de particulier.

Défiance vis-à-vis des autorités reposant sur l'expérience du racisme pré-existante à la crise sanitaire renforcée pendant les confinements

(Challier, 2024)

Yacine, chauffeur livreur, d'origine algérienne, 39 ans, a continué à exercer son métier pendant la crise

Se déclare « contre le vaccin Covid » et « contre le pass sanitaire

Yacine : Oui, moi, je suis contre le pass. Parce que franchement, pour moi, t'as pas de pass sanitaire, tu peux rien faire, tu peux pas aller voir le médecin, tu peux même pas aller prendre un café... C'est un peu comme du racisme.

Le parallèle que propose Yacine entre le pass sanitaire et le « racisme » se comprend mieux en le mettant en relation avec des expériences antérieures. Il évoque notamment la situation de son frère, qui souffre d'un handicap mais qui n'aurait pas pu bénéficier des aides auxquelles il pourrait prétendre (Challier 2024) :

Yacine : Il peut plus travailler, il touche même pas d'aide. La Cotorep [Commission technique d'orientation et de reclassement professionnels] l'a recalé deux fois, comme s'il était pas assez malade : il a une sclérose en plaque. Ils aident pas tous le monde, il faut se justifier quinze fois. Les infrastructures, ils ne sont pas très compréhensifs.

(Challier, 2024)

Suzanne 49 ans., ancienne propriétaire d'un magasin de vêtements, gardienne d'un gîte rural, mari ouvrier. Un de ses trois enfants est décédé à la naissance, drame qu'elle attribue à la négligence des personnels hospitaliers

Si ça fait six ans que je vis dans un camping-car, c'est parce que l'État nous aide pas. J'ai été commerçante, on nous a laissé crever comme de la merde. Internet a gagné contre nous. On n'était plus compétitifs. (...) Et nous, on avait un loyer, l'EDF, les impôts, le RSI. On croulait déjà sous les charges. La charge d'un commerçant, elle est énorme. (...) On pouvait plus faire de commandes. On ne se versait pas de salaire. Donc on a arrêté.

C'est pas à l'État de me dire : « Vous recevrez que deux personnes chez vous. ». C'est à moi de voir si je suis malade ou pas. Si les gens ils arrivent, qu'ils ont un rhume et me disent : « C'est pas le Covid », je les crois. Et c'est l'instauration de cette peur qui a fait que les gens se sont dit : « Ils vont nous obliger ». Mais, vu les effets indésirables, ils pourront jamais instaurer le vaccin en obligation.

Les réticences vaccinales sont d'autant plus fortes quand elles viennent redoubler des valeurs professionnelles déjà hostiles à l'État

(Challier, 2024).

Vue d'ensemble (1)

Si la très grande majorité de la population résidant en France a finalement accepté de se faire vacciner contre le Covid-19, une minorité significative est restée réticente à cette opportunité pourtant gratuite. A cette minorité enregistrée dans l'enquête Epicov s'ajoutent des personnes sans domicile fixe et sans papier qui ne sont pas incluses dans la base de sondage car non affiliées au régime fiscal mais qui connaissent des difficultés majeures d'accès au système de santé en général, et à la vaccination en particulier.

Le profil social des personnes non vaccinées à l'automne 2022 est semblable à celui observé lors de la vague précédente de l'enquête EpiCov qui s'était déroulée à l'été 2021 (Bajos *et al.* ; 2022a). Cette stabilité suggère que l'absence de vaccination ne traduit pas tant un retard dans l'accès à la vaccination ou des obstacles conjoncturels, mais plutôt un non recours au vaccin qui s'est maintenu dans le temps, depuis l'ouverture généralisée de la vaccination en juin 2021 à la passation du questionnaire à l'automne 2022. Les résultats montrent que ce non recours s'explique en partie par des expériences vécues de discriminations pouvant renvoyer à différentes sphères de la vie sociale (emploi, santé ou services publics) et à différents motifs (sexe, âge, poids etc...).

Ce sont les discriminations qui émanent des institutions sociales ou étatiques qui ont le plus de répercussions sur la non vaccination.

Les personnes de minorités visibles sont particulièrement concernées par les discriminations émanant d'acteurs institutionnels et comptent aussi parmi les groupes les moins vaccinés. Le lien entre expérience de discrimination et non vaccination n'est pas spécifique aux personnes appartenant à des minorités visibles et se retrouve dans tous les groupes sociaux.

Vue d'ensemble (2)

Chez les non vaccinés populaires et/ou racisés interrogés, les refus de vaccins prolongent souvent les vexations ressenties au contact des institutions. Alors que les racisés évoquent surtout l'expérience des discriminations par des agents publics, les non vaccinés populaires blancs ruraux décrivent un État prompt à contraindre, mais défaillant lorsqu'ils sollicitent son appui. Ces diverses expériences entérinent l'idée que les gouvernants se soucient peu du bien-être des citoyens. Dans le contexte de la pandémie, cette défiance a pu s'étendre aux médecins et aux scientifiques.

Les inégalités dans le recours à des soins pourtant gratuits et en apparence très accessibles - comme c'était le cas pour la vaccination - ne renvoient pas seulement à des croyances ou à des différences culturelles mais peuvent s'expliquer par des pratiques discriminatoires ayant contribué à modifier la vision du monde de celles et ceux qui en ont été victimes.

le poids du rôle des discriminations dans la réticence vaccinale, particulièrement marqué dans le domaine de la santé, vient rappeler l'importance des expériences passées dans le rapport au corps et à la médecine

Limites des politiques de prévention

Merci pour votre attention